

L'UDC pose son plan pour casser la vague verte

- 21.10.2020
- 24 Heures Lausanne
- Arthur Grosjean

Pour le président de l'UDC, Marco Chiesa, la Suisse fait déjà tout juste concernant la protection du climat. KEYSTONE L'UDC pose son plan pour casser la vague verte Arthur Grosjean Le parti conservateur mise sur le porte-monnaie des citoyens pour empêcher l'avènement d'un «monstre bureaucratique». L'UDC ne peut plus voir la vague verte en peinture. Pour elle, il y a d'un côté les excités comme Extinction Rébellion, qui usent de moyens illégaux et antidémocratiques pour faire pression et, de l'autre côté, la grande masse des partis qui, sous prétexte de protéger la planète, étend l'emprise de l'État en multipliant taxes, régulations et contraintes. L'UDC s'est posé mardi à Berne comme le rempart contre les «mensonges» sur le climat et comme le parti du «bon sens».

Elle a dévoilé son plan climatique qu'on peut résumer ainsi: non aux nouvelles taxes et oui aux progrès techniques. Pour elle en effet, pas besoin d'accélérer le mouvement. «La Suisse est déjà exemplaire en matière de protection du climat puisqu'elle a réduit de 20% ses émissions de CO2 par habitant ces dix dernières années», martèle son président Marco Chiesa. Et une baisse de 50% sera atteinte d'ici à 2030. Pas assez? Le conseiller national Christian Imark (SO) n'en croit rien.

«La Suisse est responsable d'un millième des émissions mondiales de CO2 et les émissions d'origine humaine ne représentent que 3% des émissions globales.» En gros, même si on était à zéro émission, le climat mondial ne changerait pas d'un iota. Voilà pourquoi l'UDC va soutenir des deux mains le référendum contre la loi sur le CO2 lancé récemment par une dizaine d'organisations comme l'Automobile Club suisse, l'Association suisse des aérodromes ou le Centre patronal vaudois. Comment l'UDC compte-t-elle casser la vague verte et la nouvelle loi sur le CO2? Voici ses angles d'attaque. Une facture de 1500 francs par famille L'UDC a sorti sa calculatrice.

Selon elle, la loi CO2 va coûter 1500 francs supplémentaires par an pour une famille avec 2 enfants. Comment se décompose la facture? Environ 30 milliards de francs, le coût de la nouvelle loi d'ici à 2050, selon le scénario de l'UDC 800 francs pour le chauffage suite à l'augmentation du mazout, près de 500 francs pour la taxe sur les billets d'avion et environ 300 francs pour la hausse du prix de l'essence. Au total plus d'un milliard ponctionné sur 720'000 familles. «Une attaque contre la classe moyenne!» s'écrie l'UDC qui suppose, à la louche, que la nouvelle loi coûtera 30 à 40 milliards d'ici à 2050. Des retraités propriétaires en souffrance Pour l'UDC, il est aberrant d'interdire un chauffage à mazout ou au gaz dans une vieille maison.

Car forcer les gens à y installer une pompe à chaleur rutilante coûte les yeux de la tête. Et provoque un effet domino financier désastreux. Il ne sert à rien d'avoir un chauffage écolo si le toit et les façades ne sont pas isolés. Des travaux qui peuvent représenter un coût global de 100'000 à 150'000 francs. L'UDC estime donc qu'en imposant un changement de chauffage, on pousse des retraités propriétaires à abandonner leur maison.

Et elle en rajoute une couche en disant que des locataires peuvent être touchés par ricochet avec de tels travaux. Des campagnards surtaxés «On est en train de créer deux catégories de citoyens, s'émeut le conseiller national Pierre-André Page (FR). Il y a le citoyen des villes qui peut aller faire rapidement ses courses à vélo. Et il y a le citoyen des campagnes ou de la montagne qui dépend de sa voiture pour faire ses commissions, aller chez le médecin et tout simplement vivre. C'est ce dernier qui subira l'augmentation de l'essence.

» Il note aussi que les paysans ne peuvent pas se passer facilement de diesel, qui sera surtaxé.

Une taxe clientéliste L'UDC n'attend pas la campagne de votation référendaire pour taper sur la femme. En l'occurrence sur Simonetta Sommaruga, la cheffe du Département de l'environnement, des transports et de l'énergie. «Le projet de taxe d'incitation contenu dans la nouvelle loi sur le CO2 n'est qu'une vaste tromperie. Au lieu de restituer l'argent prélevé par les nouveaux impôts et redevances, des sommes importantes de ces recettes sont détournées afin de permettre au département de la socialiste Simonetta Sommaruga de distribuer de l'argent à sa clientèle.

» Pour l'UDC, il suffit de laisser l'industrie devenir plus verte, comme le montre l'évolution du marché de l'automobile, plutôt que de créer «un monstre bureaucratique» qui redistribue l'argent. Une taxe avion contournée «La taxe avion introduite dans la nouvelle loi peut être facilement détournée», estime le conseiller national Thomas Hurter (SH). Il cite l'exemple de l'aéroport de Bâle où il sera facile de faire décoller un avion côté français pour bénéficier d'une taxe inférieure. Il estime également que si la taxe est calculée au nombre de kilomètres parcourus, cela va inciter des gens à voler via un hub proche plutôt que de privilégier un vol direct. Cela sera moins cher mais avec plus de kérosène grillé.